

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 118 - VENDREDI 7 OCTOBRE 2011

LA CANAILLE DU FAUBOURG

30% des Français estiment que la richesse commence avec un revenu net mensuel oscillant entre 2 000 et 3 000 €. A l'abri du ghetto, le Gotha parvient à se faire oublier.

AGENDA MILITANT

→ 8-15 octobre

Aubagne [Forum mondial local, émergence d'une nouvelle militance](#)

→ 16 octobre

Rennes [Les medias sont-ils sexistes ?](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Colloque - Forum
[17 octobre 1961 - Nanterre ne veut pas oublier Langues et cultures de France](#)

→ Débat
[La vraie-fausse bonne idée de la démondialisation, suite](#)

→ Théâtre de rue
[L'art de la joie](#)

Négawatt 2011 : une révolution énergétique possible

Présenté par ses auteurs devant 600 personnes, le 29 septembre, le nouveau Scénario Négawatt (1) constitue un effort remarquable, non dogmatique, pour formuler les termes d'une révolution de la politique énergétique.

Négawatt 2011 revendique d'être à la fois ambitieux, soutenable et réaliste. Si l'optimisme de ce nouveau scénario peut continuer d'être interrogé, il a le mérite d'aller au fond du débat, d'avoir été réévalué par rapport aux précédents scénarios et de travailler sur des pistes innovantes.

A la différence d'autres scénarios énergétiques, il s'agit ici de rompre avec le modèle actuel centré sur les énergies fossiles et l'énergie nucléaire, en combinant dès à présent et sur la longue durée trois éléments : les effets d'une sobriété énergétique, les gains en termes d'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

La sobriété énergétique consiste à la fois à revisiter la notion et l'évaluation des besoins, à agir sur les comportements individuels et l'organisation collective pour privilégier les usages d'énergie les plus utiles, restreindre ceux qui sont superflus et supprimer les plus nuisibles.

La recherche d'efficacité énergétique consiste à effectuer des choix techniques et économiques, de l'utilisation à la production, sur la quantité d'énergie nécessaire pour produire un service.

Enfin, le développement des différentes énergies renouvelables doit permettre de répondre aux besoins par des énergies moins polluantes et plus soutenables (biomasse, éolien, biogaz, photovoltaïque, géothermie...). Le scénario intègre un « *abandon progressif et raisonné* » du nucléaire d'ici à 2033 (et non d'ici 5 ou 10 ans).

Deux enjeux restent à creuser. D'abord, celui de l'internationalisation d'un tel travail. Si la France devrait sans attendre s'engager activement dans un choix politique de transition énergétique, l'enjeu d'une transformation du mode de production et de consommation énergétique est planétaire. De cette mobilisation internationale dépend notamment l'impact vital sur le réchauffement climatique.

Ensuite, le lien reste à faire entre cette proposition issue de la société civile sur une question essentielle – l'avenir énergétique d'un pays – et les enjeux de dépassement du capitalisme et de formulation d'une proposition émancipatrice. Sur ce point, le travail publié par les Communistes unitaires (2), qui rencontre largement les propositions du scénario Négawatt 2011, énonce des pistes.

Enfin, une question : comment ce scénario peut-il devenir un bien commun des citoyens, à l'occasion des échéances électorales de 2012 et au-delà ?

● Gilles Alfonsi

(1) La synthèse de ce scénario est disponible ici : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=3289>

(2) "La cause écologique, la cause humaine, ensemble !", *Altercommunistes*, septembre 2011, disponible ici : <http://www.communistesunitaires.net/images/pdf/altercommunistes2.pdf>

Nationalisations : le mot et la chose

Nationaliser ne serait plus tabou ? Mais quel sens donne-t-on au mot ? Et quelles formes concrètes à la chose, selon quels enjeux ? Pistes de travail pour un approfondissement nécessaire, urgent, de cette question.

Lorsque quelques grands États ont choisi de voler au secours des banques après que les conséquences du libéralisme décomplexé se soient fait sentir par une crise financière sans précédent, il s'est trouvé des voix pour approuver – ou désapprouver – ces mesures en évoquant la “nationalisation” des banques, quand il ne s'agissait que de les renflouer sur fonds publics – en somme, de nationaliser leurs pertes. Mais on sait bien que ce n'est pas de cela qu'il s'agit lorsqu'on parle de nationalisations ; ce qui est rare, comme si ce mot, qui était il y a quarante ans au cœur de tout le débat public, y était devenu tabou.

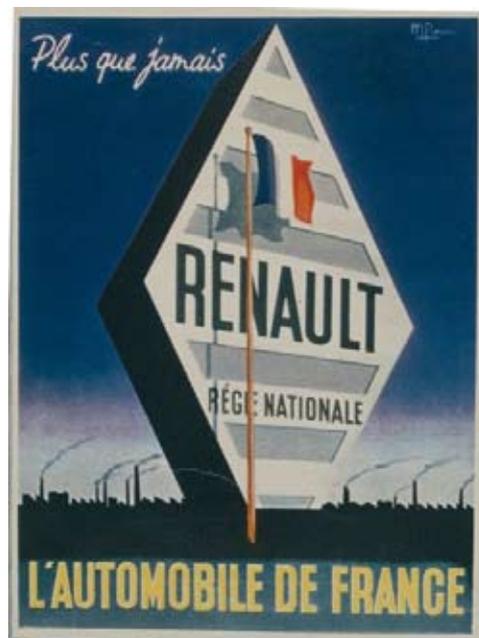
Chercher à donner un sens aux mots que l'on emploie – ou qu'on préfère éviter – n'est pas un simple exercice de coupage de cheveux en quatre. Cela peut même être un exercice salutaire. Tentons-le, en commençant par un retour sur ce que ce mot signifiait dans les années soixante-dix du XX^e siècle : lorsqu'un vaste train

de nationalisations était le socle sur lequel s'appuyait le “programme commun” de la gauche d'alors, dont le PCF représentait la force électorale la plus importante. Il s'agissait, en transférant au secteur public la totalité du secteur bancaire et les principaux groupes industriels, de casser les reins de ce que les économistes communistes qualifiaient alors de

**Les limites
des nationalisations
du passé sont celles
de la démocratie
de l'État concerné.**

« *mécanisme unique État-monopoles* ». Ce n'est pas le lieu de gloser ici sur les mérites de cette analyse du capitalisme monopoliste d'État, qui n'était sans doute pas à l'abri de divers reproches, tant théoriques que politiques : à tout le moins, une pensée théorique était là, dis-

cutable comme toute pensée théorique, mais dont la discussion pouvait, ou aurait dû pouvoir, permettre un approfondissement critique de ses analyses. ●●●



●●● Nationaliser un secteur d'activité, donc, c'est transférer à "la nation" la propriété des moyens matériels de cette activité. En soi, cela n'est pas révolutionnaire, même en mettant très provisoirement entre parenthèses la question complexe de l'emploi du mot "nation" pour désigner la société dans son ensemble. Mais le fait est que, dans la conception classique de l'État-Nation, nationaliser a longtemps simplement signifié étatiser. Et en particulier, l'expérience des nationalisations qui ont pu être effectuées en France, que ce soit en 1945 ou en 1981, n'a pas laissé dans la mémoire collective un souvenir inoubliable ; c'est peut-être injuste.

Nationalisation et socialisation sont des formes de démocratisation radicale de l'économie, à la condition que "nation" ou société soient elles-mêmes radicalement démocratisées.

L'étatisation est le simple transfert à l'État des activités en cause : ses qualités dépendent de celles de l'État. Son caractère démocratique dépend de l'état de la démocratie, et son efficacité tant politique qu'économique et sociale en est le corollaire. Les limites des nationalisations du passé sont celles de la démocratie de l'État concerné. Le capital n'est pas le simple fait de l'appropriation privée des moyens de production : c'est un rapport social général, un système métabolique organisé autour de l'accumulation capitaliste sous la loi du marché généralisé et étendu à la force de travail. Être

exploité par une entreprise d'État dont la vocation est de réaliser des profits sous les contraintes de l'économie capitaliste de marché ne vaut guère mieux que l'être par une entreprise privée ; "guère mieux", ici, ne signifie pas identique ou pire. Cela signifie que les avantages que peuvent tirer les travailleurs du fait que leur employeur est, directement ou indirectement, l'État, quelque appréciable qu'ils puissent être, demeurent quant au fond marginaux.

La nationalisation de ces activités suppose leur transfert à la nation. Si l'on considère celle-ci comme étant simplement l'État-Nation, on demeure dans le cadre de l'étatisation, à laquelle on ajoute une certaine mythologie nationale et unanime, comme si les intérêts de tous les "nationaux" étaient identiques, ou même seulement compatibles. Si on la considère comme étant la société dans son ensemble, alors ce à quoi on se heurte est le caractère d'emblée contradictoire de cette société. La nationalisation, alors comprise comme socialisation, empruntera à la société son caractère contradictoire, qui comme chacun sait est la cause-même de ses mouvements.

La question reste entière : faut-il faire monter comme exigence démocratique, que ce soit ou non sous le nom de nationalisation, la socialisation de certains secteurs de l'économie ? Or, poser cette question devrait être, pour des communistes, donner la réponse ; une réponse clairement positive, et même assez extensive : il ne s'agit pas "seulement" du système bancaire en crise, mais bien de l'ensemble des lieux où se produit l'essentiel des richesses sociales. Et à vrai dire, s'il y a lieu de distinguer socialisations et nationalisations proprement

dites, c'est plus question de dimensions que de principe. En un sens, c'est la totalité des espaces de production et d'activités socialement utiles qui doit être d'une manière ou d'une autre socialisée.

L'enjeu de la nationalisation n'est pas seulement celui de la propriété mais, bien au-delà, celui de la logique même de l'activité de l'entreprise dont il s'agit – et également de ses rapports avec la société dans son ensemble.

En quoi cela peut-il consister ? Quelle est la forme matérielle de la socialisation ? Voilà qui doit être pensé à frais nouveaux dans le contexte actuel, où la crise du capital ouvre un large champ de possibles. Et cela dépend à l'évidence à la fois des activités concernées et des mouvements sociaux qui pourront y conduire. Il convient de partir de l'exigence démocratique, qui suppose, entre autres séparations, le dépassement de celle qui isole "l'économique" et le "social" du "politique". La démocratie ne saurait être limitée à un champ politique lui-même limité aux échéances électorales, à leur organisation, et à leur investissement par des forces séparées. En un sens, nationalisation et socialisation sont des formes de démocratisation radicale de l'économie, à la condition que "nation" ou société soient elles-mêmes radicalement démocratisées.

La propriété (capitaliste) des moyens de production, d'échange, ou de ●●●



●●● fourniture de services implique le contrôle (capitaliste) de ces productions, échanges ou services. Et ce contrôle (capitaliste) y est limité à un point unique, celui de leur accumulation en tant que capital, que source de profits. Si la vocation, par exemple, d'EDF pouvait être de produire et de distribuer de l'électricité, celle d'une société privée – fût-elle EDF privatisée – est de produire et de distribuer des profits. Ce n'est pas le même métier ; cela ne repose pas sur les mêmes compétences : l'électricité n'est alors plus qu'un prétexte, et tous les moyens – par exemple la spéculation financière, la surexploitation des salariés, la pression tarifaire – seront bons pour satisfaire l'objectif de rentabilité imposé par les actionnaires. Le service éventuellement rendu à la société ne sera qu'un moyen parmi d'autres.

Un exemple comme celui-ci permet, mieux qu'une analyse abstraite, de comprendre ce que pourraient être des nationalisations démocratiques. Ce ne sont pas les mécanismes aveugles du marché qui peuvent déterminer les besoins réels à satisfaire en matière d'énergie. Ce ne sont pas eux qui peuvent contribuer à la prise en considération des impératifs sociaux, écologiques, humains, ni de la production, ni de la distribution, ni de la tarification de l'électricité. Seul un contrôle démocratique peut le faire, qui doit associer les hommes et les femmes qui travaillent dans l'entreprise, celles et ceux qui résident aux environs du lieu de production, celles et ceux qui,

dans leur quartier, ou dans leur zone rurale, dans leur ville ou dans leur région, entendent satisfaire certains besoins (d'énergie électrique) et certaines exigences (de vie quotidienne, environnementales, sociales). L'enjeu de la nationalisation n'est dès lors pas seulement celui de la propriété mais, bien au-delà, celui de la logique même de l'activité de l'entreprise dont il s'agit – et également de ses rapports avec la société dans son ensemble.

Un autre exemple serait celui de l'industrie pharmaceutique, dont la totalité des profits réalisés en France est financée par la Sécurité sociale, mais dont la recherche, qui pèse si lourd sur ses prix, est essentiellement privée et orientée vers ce qui se vendra, le souci thérapeutique n'entrant en considération que comme

**Outre les salariés,
ce sont les citoyens
eux-mêmes
qui contribuent
aux orientations
stratégiques
et aux décisions,
sous des formes
qui doivent être
inventées,
et qui doivent dépasser
la simple, mais nécessaire,
intervention
des collectivités élues.**

moyen (on vend sans doute mieux un médicament utile, mais nul n'ignore désormais que ce n'est pas toujours le cas). L'organisation publique, dans le cadre de l'Université, de la recherche pharmaceutique contribuerait assurément à combler le célèbre "trou de la Sécu" mieux que l'abandon de certains remboursements.

On pourrait multiplier à l'infini les exemples illustrant la supériorité d'une appropriation publique et démocratique des ressorts de l'économie sur leur appropriation privée sous la domination de la loi du marché et de l'accumulation.

Il serait illusoire de dire, sans plus, que les nationalisations seraient une solution à la crise, tout simplement parce qu'il n'y a pas de solution à la crise, si l'on entend par là une solution qui préserve le système de régulation propre au capital. Mais tout l'intérêt du mot d'ordre de nationalisation est précisément que, si elles ne suffisent pas à lui "casser les reins", les nationalisations sont un outil pour promouvoir d'autres formes de gestion matérielle que la gestion en vue du profit, avec d'autres décideurs que les serviteurs du capital, d'autres critères que comptables et financiers. Développer les droits des salariés dans toutes les entreprises va dans le même sens, dès lors que ces droits peuvent être exercés à chaque échelon de décision ; et à chaque fois que les salariés demandent et obtiennent des droits, c'est le capital qui recule. Dans la nationalisation/socialisation, outre les salariés, ce sont les citoyens eux-mêmes, dès lors qu'ils sont concernés par les décisions prises (ce qui est presque toujours le cas lorsqu'une entreprise dépasse une certaine taille), qui contribuent aux orientations stratégiques et aux décisions au jour le jour, sous des formes qui doivent être inventées, et qui doivent dépasser la simple, mais nécessaire, intervention des collectivités élues.

Le débat est donc largement ouvert : il faut le mener et l'imposer comme une urgente évidence.

● Laurent Lévy

Rupture ou lissage ?

Deux faits retiennent mon attention. L'un scintille, l'autre est à la tâche. Le premier est la primaire du PS, le second la réunion de la coordination de la FASE. Ils illustrent deux pôles de la conception de la politique. Ce n'est pas pour rien que l'un ne vivrait pas sans médiatisation et que l'autre creuse son sillon.

J'ai noté une certaine tentation pour la primaire dans des milieux qui se situent à gauche du PS, avec la volonté de favoriser, le plus à gauche, du moins le moins à droite. Outre le fait que rien n'indique que le discours le plus à gauche serait suivi d'actes, vouloir infléchir la trajectoire du PS a déjà été tenté en 81 et a débouché sur le retour de la droite ; a été tenté en 97 et a débouché sur le retour de la droite. Chacun de ses retours a été pire qu'avant. Débarrassons-nous de Sarkozy, mais évitons de retrouver pire en 2017.

Ce n'est pas le seul problème. Au moment où se multiplient des expériences de type coopératif, des amap, des coordinations et collectifs citoyens, le principe de la primaire renforce la personnalisation et la présidentialisation de la vie politique. Imaginons que le NPA, le Front de gauche, Europe Ecologie, le MoDem, l'UMP fassent aussi des primaires. Chaque électeur choisit le candidat de chaque parti ? Cela n'a pas de sens. Alors, pour éviter cela, "on" vérifie que chaque électeur ne peut se prononcer qu'une fois ? Mais qui est ce "on" ? L'État ? Il deviendrait l'arbitre du choix des candidats ? Et au lieu d'avoir une présidentielle à deux tours, on en aurait une à trois tours ?

La primaire ne se conçoit que dans le cadre du bipartisme ; paradoxe que les Verts en rajoutent. S'inscrire dans la règle d'un jeu pensé par la bourgeoisie ne mène nulle part. Or la Constitution a été pensée pour empêcher la révolution. C'est ici que l'intérêt de la réunion de la FASE apparaît. Nouvellement entrée dans le Front de gauche, la facilité aurait été de se fondre dans le sillage déjà tracé. Or la FASE s'est interrogée sur son apport. Comment celles et ceux qui aspirent à un vrai

changement de société peuvent-ils mettre à profit cette période ? Deux exemples :

1. PC, PG et GU multiplient déclarations et affiches sur le thème "faire payer (ou taxer) le capital". Voilà qui fait écho à tant de colère. Le problème est qu'on a vu durant l'été un défilé de capitalistes clamer à qui voulait bien les entendre : « *Taxez moi, taxez moi* ». Et le ministre du budget a répondu qu'il le fera. Evidemment eux et le Front de gauche, n'ont pas en tête le même niveau de taxation. Mais cela nous dit que "faire payer le capital" ne l'empêche nullement d'exploiter, de dominer, de spéculer, de délocaliser, de polluer. Il arrive que l'on se croit plus radical qu'on ne l'est réellement. Le changement ne serait-ce pas que les leviers de l'économie changent de mains ? Injecter ce débat dans les luttes permettrait au "social" d'investir le politique.

2. Le Front de gauche a édité une affiche où, écharpe tricolore sur le ventre, apparaissent les premiers responsables des partis concernés : PC, PG, GU. Un jour, quelqu'un s'exclamait « *Formidable, il y a tout le monde* ». Ah ? PC+PG+GU = tout le monde ? J'y vois un égocentrisme politique qui peut coûter cher au moment où règne une telle méfiance envers les institutions et les partis et où on ne cesse d'interroger l'engagement des jeunes. Que le candidat Mélenchon monte dans les sondages ne peut qu'être encourageant, comment ne pas s'en tenir là ? Définir NOTRE enjeu est décisif. Pour la FASE, il est que l'éventail le plus large - au-delà des déjà convaincus -, de participants aux luttes, de gens qui ne s'identifient pas à une famille de parti, d'abstentionnistes, puissent se reconnaître dans la campagne parce qu'elle leur permet de se fédérer en une dynamique politique, dynamique qui leur donnera, à eux, le pouvoir dont ils ont besoin. Revoilà le social et le politique.

Ne nous coulons pas dans la normalité.

● Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis

Malheureux celui qui radote...

...« *Combien ça coûte ?* » Matin et soir. Face à n'importe qui. Pour tout. La retraite à 60 ans à taux plein ? « *Combien ça coûte ?* » La création de 80 000 postes de profs dans l'Éducation nationale ? « *Combien ça coûte ?* » Une augmentation générale des salaires, une branche "dépendance" pour la Sécurité sociale ? « *Combien ça coûte ?* » Etc.

« *Combien ça coûte ?* », comme une obsession. Un abaissement. L'intériorisation que rien n'est possible. Qu'existent à peine une ou deux marges de manœuvre. Que les caisses de l'État sont vides.

« *Combien ça coûte ?* », comme la naturalisation de l'impuissance dans un pays riche. Très riche, mais volé. Selon *l'Expansion* (1^{er} déc. 2010), les actionnaires ont absorbé en 2009 plus de trois-quarts des profits des entreprises du CAC 40. Le pétrolier Total leur a ainsi versé 49 milliards € entre 2003 et 2009. Ah, le capitalisme ! Qui met des milliards là où il y en a le moins besoin, et jamais là où c'est indispensable.

Nous devons refuser le diktat du « *Combien ça coûte ?* ». Chaque fois qu'un sujet essentiel touchant la vie des sociétés humaines en dépend, quelles que soient les personnes et les opinions représentées, les questions fondamentales sont éludées. « *À qui ça profite ?* », par exemple.

Évidemment, les choses ont un prix. Elles ont surtout une valeur. Au paysan de 1850 ne bénéficiant pas encore de l'électricité, a-t-on envoyé dans les dents une misérable question ? Ou avons-nous électrifié ? Au peuple français, inventant, dans un pays saigné, la Sécurité sociale de 1945, créant un système de solidarité, consolidé et financé par contribution du capital et du travail, a-t-on entonné une si désespérante ritournelle ?

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine



Aguirre est mort : quel dommage pour celles et ceux qui ne l'ont pas connu !

Nono (1), comme on disait il y a plus de trente ans, avait pris des années et restait lui-même. Même, à tout dire, Aguirre avait gagné en sérénité. Il manque beaucoup à ses amis et camarades, pas seulement pour la brutalité de son décès. Il nous manquera longtemps parce qu'il incarnait une de nos façons d'être. Un mélange de vues historiques et d'actualité, une sensibilité à l'instant et une inscription constante dans les solidarités internationales.

Il était devenu, pour moi, une sorte d'emblème de notre continuité. Nous étions parfois, disaient des observateurs critiques, insaisissables. Combien ont voulu réduire cette façon d'être à des "réflexes d'agitation politique". Bien sûr. Mais cette formule masque l'essentiel. Une façon d'être sensibles à ce qui, légitimement, révolte. Combien de forces, de dirigeants font de façon si passive des commentaires et des critiques de la société ! Aguirre, au travers de l'histoire de la LCR, de ses options, de sa continuité, a toujours voulu montrer qu'on peut changer cela. Il s'agit bien d'une lutte pour une émancipation et une transformation de tous les rapports sociaux : les luttes de classes pour en finir avec le capitalisme, qu'il a su inscrire dans le mouvement altermondialiste, étaient pour lui depuis les années soixante-dix inséparables de l'écologie et du féminisme.

Certes, j'ai refusé de "revenir" quand lui et d'autres ont lancé le NPA. Mais nous avons conservé nos échanges. Mes raisons de pronostiquer l'impossibilité de réussir avec les illusions de départ, combien de fois en avons-nous discuté, quand son option se développait bien ; et aussi quand les revers se sont accumulés. Nous pouvions partager des horizons et éviter ces discordes qui, souvent, insultent l'avenir.

Au travers de chemins différents, une même famille politique se connaît et se reconnaissait ; curieusement, il y avait un immense plaisir de se retrouver ensemble, ce mardi 4 octobre, malgré la tristesse de sa mort. La forme de cette cérémonie, la grandeur et la beauté de ce que Sophie Zafari a su dire, l'hommage si



amicale et politique de notre ami Olive y sont pour beaucoup ; mais ils exprimaient par là, aussi, une culture commune.

Evidemment, nous lui devons bien de continuer ces combats, y compris l'effort pour ne pas se laisser submerger par des échecs et y tracer la voie pour "l'après". Pour ne pas finir, une citation de Bertold Brecht, reprise en souvenir d'Aguirre : « *Il y a ceux qui luttent pendant une journée, et ils sont bons. Il y a ceux qui luttent pendant une année, ils sont très bons... Et il y a ceux qui luttent toute leur vie, et ceux là, ils sont indispensables.* »

● Pierre Cours-Salies

(1) Suisse vivant en France, Daniel Noverraz a toujours été connu dans la vie courante sous un pseudonyme, sauf pour ses fonctions d'administrateur d'édition, de *Rouge*, de *Tout*.

* **Un État de droit ?** Dans un courrier (1) à Alain Juppé, Jean-Claude Lefort, président du comité de soutien à Salah Hamouri, interpelle le ministre des Affaires étrangères sur son inaction en faveur du détenu franco-palestinien et sur sa conception de l'État de droit. En effet, « *les dirigeants israéliens viennent de décider que les peines de prison de la "justice" militaire seront non plus réalisées selon les années administratives (soit 245 jours, comme c'est le cas actuellement) mais en années civiles. Résultat : 20 jours de plus d'enfermement par année de prison pour les actuels détenus. Dans le cas de Salah Hamouri, le tribunal a écrit noir sur blanc que celui-ci serait libéré le 28 novembre 2011. Or avec cette "loi", dite "loi Shalit", qui est appliquée rétroactivement, Salah Hamouri risque de purger une peine de 140 jours supplémentaires (20 jours x 7 années de prison).(...) Vous direz toujours que cela c'est la "justice" ? Vous considérez qu'une loi peut avoir un effet rétroactif ? Et que nous sommes dans le cadre d'un État de droit, s'agissant d'Israël ?* »

Intervenons pour que Salah Hamouri ne subisse pas ce nouvel arbitraire. La carte postale de Charb peut être utilisée à cet effet, à adresser à Alain Juppé, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères 37, quai d'Orsay - 75007 Paris.



(1) Texte intégral et carte sur <http://www.salah-hamouri.fr/>

* **Aubagne à l'heure du monde.** Toute une année 2011 faisant le lien entre le local et le monde, dans le cadre d'ateliers et de rencontres, avec un temps fort du 8 au 15 octobre pour le "Forum mondial local d'Aubagne". Aubagne, nous dit Slimane Toudert, membre du cabinet du maire, « *invite à la découverte des recherches et expérimentations progressistes, alternatives à la crise néolibérale – systémique ? – de la société.*

Le forum « *s'inscrit dans cette ambition. Il la nourrit lorsqu'il se propose d'accueillir – en même temps, et non séparément... – les citoyens, la société civile, le mouvement social, la politique et les "politiques".*

Par-delà l'engagement de militants avertis et de citoyens sou-

l'émergence d'une nouvelle militance. Celle qui bouscule les habitudes et les repères, rappelle qu'il n'y a pas ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, affirme que chacun(e) est capable de participer – à égalité de droits – à ce qui s'apparente déjà à une belle aventure humaine. » Avec cette nouvelle militance, « le curseur de la prise de décision se déplace d'ailleurs nettement vers les citoyens qui osent relever les défis. »

Texte intégral sur www.comunistesunitaires rubrique Bouches-du-Rhône, ainsi que d'autres contributions dans le supplément au numéro d'octobre du *Monde diplomatique*, partenaire de ce forum.

* **Politis fait sa mue.** Nouveaux format et site depuis jeudi 6 octobre. En kiosque et par abonnement sur www.politis.fr



* **Pourquoi la droite peut encore gagner.** C'est ce qu'analysent les auteurs du dossier de *Regards* du mois d'octobre. Le sommaire en visant Sarkozy d'un clic ! En kiosque et par abonnement

<http://www.regards.fr/numeros/no14-octobre-2011/au-sommaire-du-numero-14-octobre>



Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de Cerises :
Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot.